

2^e tour :

MM. Gaudin	6 voix.
Labarrague	2
Lévy	2 —
Millard	2 —
Texier	2 —
Drapeau, Georges, Pierre Charles et Raoulx, chacun	1
1 bulletin blanc.	

MM. Gaudin et Millard sont, en conséquence, délégués au Conseil d'hygiène, le dernier, par bénéfice d'âge sur MM. Labarrague, Lévy et Texier.

6^e Comité local de l'Exposition permanente des colonies.

(Arrêté du 1 juillet 1887. — 1 délégué.)

1^{er} tour :

MM. Gaudin	4 voix.
Raoulx	3 —
Millard	1 —
2 bulletins blancs.	

Pas de majorité.

2^e tour :

MM. Gaudin	5 voix.
Raoulx	3 —
2 bulletins blancs.	

M. Gaudin est nommé délégué au comité local de l'Exposition des colonies.

Nomination d'une commission spéciale chargée de répondre au discours du Gouverneur.

M. le Président. — « Voulez-vous, Messieurs, confier à la commission des Travaux l'étude des propositions de M. le Gouverneur relatives au projet de voie ferrée ? »

M. Raoulx. — « Avant de vous répondre à cet égard, Monsieur le Président, je désirerais proposer au Conseil de nommer une commission spéciale qui reprendrait, point par point, toutes les déclarations et propositions que renferme le discours que nous venons d'entendre et en démontrerait l'insanité et le danger, dans un rapport circonstancié qu'elle aurait ensuite à vous remettre. »

« Il importe que la population sache qui, de la Représentation locale ou de l'Administration, doit, en définitive, demeurer responsable de la situation désastreuse dans laquelle se trouvent actuellement les finances de la colonie. Ce rapport le lui apprendra et fera le partage de ce qui revient à chacun. »

« Trop souvent on a tenté, dans un certain milieu, de faire du Conseil général le bouc émissaire de la détresse du pays. Il faut enfin que la vérité se fasse jour et qu'il soit établi clairement,

irréfutablement, désormais, que non-seulement le Conseil n'a rien fait pour aboutir à une situation aussi désolante, mais, au contraire, qu'il s'est employé, par tous les moyens en son pouvoir, avertissements, prières, objurgations même, à éloigner nos administrateurs de la voie dangereuse qu'ils suivaient et qui devait fatalement nous conduire à la culbute.

« Ce rapport aura de plus le précieux avantage de montrer à qui de droit que, malgré le déficit croissant, malgré la lampéroute menaçante, nos avertissements et nos prières sont restés lettre morte.

« En effet, Messieurs, et le discours de M. le Gouverneur vous l'indique, l'Administration qui, si elle a tout oublié, n'a rien appris, l'Administration semble disposée de nouveau à s'élancer plus avant que jamais dans l'ornière qu'elle a creusée de ses propres unies. Nous la voyons aujourd'hui, comme autrefois, paraître l'avenir sombre des couleurs les plus criantes, faire miroiter à nos yeux la perspective de travaux irréalisables, ruineux pour nos finances, et cela, sans paraître le moins du monde avoir conscience de son parfait aveuglement.

« Jusqu'où cette espèce de folie la mènera-t-elle ? Il serait difficile de le dire. Quant à nous, nous n'en savons rien. Mais ce que nous savons, c'est que, pas plus que par le passé, nous ne prêterons la main à ses périlleux projets ; ce que nous savons, c'est que nous avons le devoir de l'en avertir, sans grand espoir encore, il est vrai, mais en prenant, cette fois, solennellement à témoin la population de la stérilité de nos efforts.

« Qu'elle continue donc, puisqu'elle paraît y tenir, à parcourir le chemin qu'elle s'est tracé ; mais qu'elle sache bien que nous ne sommes pas sa dupe, et que le pays, qui veut des entreprises pratiques et non des spéculations, ne la suivra pas.

« Voilà pourquoi, Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous demander de nouveau de vouloir bien, avant de passer à toute autre question, consulter nos collègues sur la nomination de la commission à laquelle j'ai fait allusion. »

M. le Président. — « Je ne demande pas mieux que de les consulter. Mais est-il bien nécessaire de nommer une commission spéciale pour répondre au discours ? La commission des Finances, Monsieur Raoux, ne pourrait-elle se charger de faire le travail dont vous parlez ? »

M. Raoux. — « Je crains que vous ne m'ayez pas compris, Monsieur le Président. Certainement, la commission des Finances s'acquitterait de la besogne aussi bien qu'une autre ; mais nous sommes ici en présence d'une question spéciale, qui demande des moyens d'étude spéciaux. Ma motion n'a pas d'autre but que de les lui fournir. »

M. Texier. — « Je m'associe absolument à la proposition de M. Raoux. Nommons, Messieurs, une commission spéciale, qui répondra comme il convient au discours de M. le Gouverneur.

« Que cette commission montre que, d'un bout à l'autre, ce document est entaché d'erreur, et que le prendre à la lettre serait,

en effet, faire acte de dupe et s'exposer aux plus graves mécomptes.

« La population verra de quel côté est le bon droit, quand la commission lui aura mis sous les yeux les procédés à l'aide desquels on essaie de transformer, à la fin de ce discours, en un boni de 60,000 francs, le déficit dont on parlait au commencement.

« Quant à la question de la voie ferrée, dont nous a entretenus tout à l'heure M. le Président, Messieurs, c'est autre chose. J'estime, comme lui, qu'il appartient à la commission des Finances de l'examiner, car il s'agit avant tout, dans l'espèce, pour le Conseil général, de discuter les moyens financiers d'exécution de la voie, sans s'égarer, cette fois, ainsi que l'avait fait l'ancienne commission du chemin de fer, dans des considérations techniques qui ne sont point son affaire et échappent entièrement à sa compétence.

« Mais ceci, je le répète, est autre chose. Pour le moment, nous sommes à la question de la commission spéciale ; restons-y et résolvons-la tout d'abord. »

M. le Directeur de l'Intérieur. — « Messieurs, permettez-moi de vous faire observer que c'est la résurrection de l'Adresse du Corps législatif que vous méditez-là.

« C'est une réponse en bloc aux propositions qui vous sont faites, alors qu'il vous serait si facile d'y répondre en détail, au fur et à mesure qu'elles se présenteraient dans la discussion du budget.

« Laissez donc ce soin à votre commission des Finances, mieux placée que toute autre pour remplir cette besogne ! »

M. Millaud. — « Non, non ! Je suis également de l'avis de M. Raoux. Cette besogne revient à une commission spéciale. Il me paraît, à moi aussi, nécessaire que les déclarations et propositions du discours fassent l'objet d'une protestation particulière. »

M. Gaudin. — « Et énergique !... »

M. Texier. — « Quel intérêt M. le Directeur de l'Intérieur peut-il avoir à ce qu'il ne soit pas nommé de commission spéciale ? Croit-il, par exemple, que si la commission des Finances lui était substituée, ses observations seraient moins sévères ?

« C'est qu'alors il a perdu le souvenir d'un des rapports que fit cette même commission, à l'époque où M. Mathivet occupait son siège, rapport à la suite duquel ce fonctionnaire, plutôt que d'en discuter les conclusions, crut plus prudent de prendre son chapeau et de déguerpir.

« Je demande donc, Monsieur le Président, la mise aux voix de la proposition de M. Raoux. »

M. le Président. — « Je mets aux voix, Messieurs, la proposition de M. Raoux. »

La proposition de M. Raoux est adoptée.

Le Conseil décide que la commission se composera de 5 membres.

Il est passé au scrutin.

Le résultat du vote est le suivant :

MM. Raoulx.....	9 voix.
Texier.....	9 —
Milland.....	8 —
Gaudin.....	7 —
Cardella.....	4 —
Lévy.....	3 —
Ed. Drollet.....	2 —
Laharrague.....	1 —
Pierre Charles.....	1 —
1 bulletin blanc.	

MM. Raoulx, Texier, Milland et Gaudin sont, en conséquence, nommés membres de la commission.

Un deuxième scrutin est ouvert pour la nomination du cinquième membre :

Obtiennent :

MM. Lévy.....	4 voix.
Drollet.....	3 —
Georget.....	1 —
Laharrague.....	1 —
2 bulletins blancs.	

M. Lévy est élu, par bénéfice d'âge sur M. Ed. Drollet.

M. le Directeur de l'Intérieur. — « Je n'ai pas besoin de vous déclarer, Messieurs, que l'Administration fait toutes ses réserves sur le principe de la nomination de la commission. »

Lettre de M. Nanti Salmon.

Il est donné lecture de la lettre suivante :

« Flao, le 30 juillet 1901.

« Monsieur F. Cardella, Président du Conseil général.

« Monsieur le Président,

« J'ai l'honneur de vous informer que mes affaires, ici, ne me permettent pas d'être présent pour l'ouverture de la session d'août. Je vous prie en conséquence de vouloir bien m'excuser auprès dudit Conseil.

« Agréez, Monsieur le Président mes salutations respectueuses.

« NANTI SALMON. »

Dépôt de divers rapports.

M. le Directeur de l'Intérieur effectue le dépôt des dossiers relatifs aux affaires suivantes :

1° Rapport présentant le Plan de campagne (Plan de campagne ci-joint);

2° Rapport. Tarif des taxes;

3° Crédits supplémentaires ouverts au titre de l'exercice 1899 depuis la dernière session du Conseil général;